

Des Jeux olympiques verts ? Non, une propagande verte

Des « *les jeux qui relèvent le défi du développement durable* », une « *durabilité* », un « *engagement pour l'environnement* », une « *création de valeur pour l'environnement et la société* », les formules ne manquent pas dans le dossier de candidature¹.

Se plonger dans le 3ème dossier de candidature de Paris exposé par le Groupement d'intérêt public dédié à l'organisation des Jeux (le GIP Paris 2024) est un exercice à déconseiller à ceux qui n'aiment pas la langue cotonneuse et le verbiage communicant : il faut parcourir de longs paragraphes pour trouver quoique ce soit de tangible, longs paragraphes où fleurissent des éléments de langage mais peu d'information concrètes : on peine à distinguer ce qu'il y a de concret dans la « *stratégie d'excellence environnementale de Paris 2024* ». La base de cette stratégie d'excellence environnementale consiste essentiellement à obtenir des labels, notamment les labels de construction bas carbone. De même, des ONG sont appelées en renfort pour aider à la certification des Jeux, tel le WWF. D'ailleurs, le WWF s'est expliqué de son soutien à l'opération².

Les Jeux olympiques à Paris seront-ils vraiment les plus écologistes de l'histoire comme le prétendent le GIP et le WWF ?

1- Une « stratégie bas carbone » vide

Le dossier de candidature du GIP et le WWF affirment que les JO 2024 à Paris seront compatibles avec la COP 21, ce qui veut dire un alignement sur « *une trajectoire limitant l'augmentation du réchauffement climatique à 2° C, avec un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55 % par rapport à celles des Jeux de Londres 2012, et un objectif de neutralité carbone via le projet de définition d'une stratégie de compensation.* »(WWF)

Une « stratégie bas carbone » compatible avec la COP21 ?

Comment le déplacement de plus de trois millions de personnes (hypothèse retenue officiellement) va pouvoir se faire sans une consommation effrénée de carbone ? Les participants vont arriver par avion, par trains, par voitures, occasionnant une pollution importante. Le GIP et le WWF n'en parlent pas, se contentant de traiter la question des déplacements sur place : « *la priorité (est) donnée aux modes actifs de déplacement (vélos et marches), et la « décarbonation » des flottes motorisées qu'il s'agisse des bus ou de véhicules dédiés* » (WWF et GIP). Vous avez bien lu : la réponse est que les masses de spectateurs vont se déplacer à vélos ou à pieds, et par bus ou véhicules propres.

Faut-il croire que le GIP et le WWF inscrivent officiellement une nouvelle discipline olympique, celle des millions de spectateurs à vélos ou à pieds ? On aurait presque hâte de voir ça. Plus sérieusement, les véhicules ou bus dits « propres » seront actionnés par l'électricité. Si l'électricité ne produit pas de carbone, elle produit d'autres types de déchets, et en France des déchets nucléaires. Par ailleurs, lorsqu'un pic de consommation advient, et que les centrales nucléaires ne

1- Les dossiers de candidature se trouvent sur <http://www.paris2024.org/>, notamment le 3ème consacre son chapitre 3-6 à la « durabilité ». Les citations tirées de ce dossier de candidature sont suivies de l'indication (GIP).

2- Voir tribune de la présidente et du directeur du WWF, *Le Monde*, 9 mars 2017, http://www.lemonde.fr/tribunes/article/2017/03/09/jo-2024-un-levier-pour-accelerer-la-transition-ecologique-a-paris_5091979_5027560.html#5Hf5rl0POekVID3C.99.

Les citations tirées de cet article sont suivies de l'indication (WWF)

peuvent faire face, de l'électricité est importée d'Allemagne, fabriquée dans des centrales à charbon. Evidemment, les déplacements, mêmes électrifiés, de millions de personnes en même temps, occasionnera une consommation telle qu'elle sera lourdement charbonnée. Ni le GIP ni le WWF n'évoquent ce problème.

Les promoteurs des JO n'évoquent que des déplacements des gens sur place, pas des moyens de transports qu'ils emprunteront pour venir en France et donc ne répond pas à la question des avions, trains et voitures qui seront empruntés.

2- La stratégie de neutralité carbone : entre niaiserie et cynisme

Les Jeux seront « 100 % énergies renouvelables ». Comment ? En mettant en œuvre une « stratégie de compensation » qui garantit « la neutralité carbone des Jeux. » (GIP) Il s'agit de financer « des projets qui lutteront contre le dérèglement climatique et aideront les populations les plus fragiles à s'y adapter. » (WWF)

Là encore, on se demande si les communicants qui rédigent ce genre de littérature mesure la portée de ce qu'ils écrivent, s'ils conçoivent qu'on peut légitimement se demander si ce qu'ils écrivent relève davantage du cynisme ou de la niaiserie : le GIP et le WWF comptent-ils apprendre aux populations « les plus fragiles » à « s'adapter » à la montée des eaux en leur apprenant à nager ou à celles faisant face à sécheresse à se passer de boire ? On l'ignore, mais ce n'est pas ici l'essentiel.

L'essentiel est que le GIP annonce que les problèmes de la construction des infrastructures sont réglés par la mise en place de « standards » de construction de « bâtiments bas carbone » et qu'il va aider à mettre en place des stratégies de « compensation ». Ainsi, « 100% des nouvelles infrastructures obtiendront une double certification BREEAM et HQE (label français de haute qualité environnementale pour les bâtiments) et seront labellisées « Bâtiments Bas Carbone » (BBCA). Tous les nouveaux équipements viseront également l'appellation Bâtiment à énergie positive ou équivalent, ainsi que le label BiodiverCity. » (GIP)

Que les bâtiments construits soient bas carbone ou pas, il est difficile de défendre qu'il est écologique d'artificialiser des terres pour construire des infrastructures comme celle de l'Aréna 2 et celles d'Europacity qui s'inscrivent désormais officiellement dans le cadre des JO. Par ailleurs, ***l'idée de la compensation est de surcroît plus cynique que réellement écologique.*** En effet, quelle crédibilité accorder aux affirmations de compensation : combien de milliers d'hectares à replanter, de cours d'eau à nettoyer pour compenser ? Qui s'en chargera ? Rien n'est dit là-dessus.

Quoiqu'il en soit, l'argument qui consiste à dire qu'il est bon de construire des infrastructures engendrant nécessairement des pollutions parce qu'on s'engage à compenser n'est pas acceptable. Cela consiste à dire que nous pouvons continuer à polluer puisqu'on s'engage ensuite à dépolluer. Polluer d'une manière certaine, dépolluer selon des modalités annoncées, non vérifiables, non financées, non crédibles.

De surcroît, l'argument du bas carbone ne justifie pas grand chose: polluer, même moins, c'est polluer. C'est moins mauvais que si c'était pire, mais ce n'est pas un argument.

3- Produits dérivés éco-compatibles : effet d'annonce

Ce type de grands événements sportifs génère la mise en circulation de masses de produits dérivés frappés du sceau « Paris 2024 », et d'une consommation de produits à la durée de vie extrêmement

courte (vaisselle en carton, canettes de boissons etc.) Le GIP et le WWF nous assurent que tout cela sera fabriqué sans procédés polluants et en circuits courts.

Rien de concret, mais une suite d'affirmations gratuites et nébuleuses où sont repris des termes tels que « *économie circulaire et gestion des ressources* » qui au mieux ne repose sur rien. Que veut dire concrètement dans ce cadre « *proposer une alimentation de qualité et durable* » ? Que veut dire concrètement « *engager les territoires et les citoyens dans la trajectoire zéro déchet* » ? De deux choses l'une : soit ces affirmations sont sérieuses et alors c'est à une véritable révolution que se propose de réaliser le GIP, soit il s'agit simplement d'éléments de communication et les produits seront fabriqués comme ils le sont ordinairement, par des ouvriers et ouvrières sous-payés, mal traités et dans des conditions écologiques consternantes. Et il faudra les acheminer ici à grand renfort de kérosène.

Dans la mesure où rien n'est dit de sérieux sur toutes ces questions, où rien n'est concret, nous sommes en droit de penser qu'il s'agit là de pure opération de communication. En français, d'opération de propagande.

En effet, si le GIP était sérieux, il nous expliquerait comment il va nourrir trois millions de personnes en plus pendant au moins deux semaines sans créer le moindre déchet. Comment l'eau utilisée le sera de manière « *circulaire* », comme il parviendra à « *100% d'alimentation certifiée* » alors que cela n'existe pas en temps ordinaires. Comment « *100% des supports visuels et de merchandising issus de filières (seront) certifiées ou valorisables* » et comment « *80% des déchets (seront) réutilisés et recyclés pendant la phase opérationnelle des Jeux* ». Sur ce dernier point, cela voudrait dire des infrastructures de tri considérables. Où sont-elles ? Aujourd'hui, le tri des déchets n'est que partiel, et le plus vaste projet concernant les déchets est celui d'Ivry-Paris 13, projet à deux milliards d'euros consistant non à trier les déchets mais à les brûler³.

Ce qui ressort clairement de toute cette littérature pauvre, floue et axée sur l'artifice de communication, c'est que dès lors que des certificats et labels divers auront été délivrés, les problèmes environnementaux considérables posés par ce type d'énorme rassemblement seront réglés comme par enchantement. Cela ne peut pas convaincre.

Le rôle de WWF : faire du greenwashing

Dans ce contexte, le rôle du WWF est crucial. Il a donné son estampille à la candidature, reprenant un à un les pseudos arguments du GIP pour les valider à l'occasion d'une tribune aussi vide que le 3ème dossier de candidature.

Précisions utiles : ***l'olympisme est un tout petit monde***. Serge Orru, ex-Directeur général de WWF de 2006 à 2012 est devenu conseiller Environnement d'Anne Hidalgo. Jérôme Lachaze, chargé du Développement durable Paris 2024, était auparavant chargé des opérations sportives chez WWF. Obtenir le soutien du WWF n'a pas du être trop compliqué pour le GIP.

Est-ce une coïncidence ? Au moment où le WWF a donné son estampille aux JO 2024, les murs de Paris se sont couverts d'une campagne incitant aux dons pour le WWF. De belles affiches avec du papier (vert ?), posées sur des espaces payants. Peut-être que le WWF dira un jour qui finance ce type de campagne.

3- Projet de reconstruction de l'incinérateur d'Ivry-Paris 13, d'un coût de 2 milliards d'euros, concédé à Suez et Vivendi, voir <http://collectif3r.org/>

Les sponsors des Jeux et l'environnement

La première page du site du GIP Paris 2024 révèle le nom des « partenaires » officiels. On y trouve des entreprises telles que Air France, Suez, Bouygues, Vivendi, BNP, toutes bien connues pour leur respect scrupuleux de l'environnement.

Rien que de très logique en somme : les Jeux sont d'abord ceux de l'argent et des sponsors, la planète attendra. Et si elle craque, le WWF fournira la balayette et la pelle en bois certifiées eco-soutenable pour ramasser les morceaux.